

## L'ÉDITO

Colette Braeckman

DEBOUT  
CONGOLAIS ?

**T**rente juin ô doux soleil (...) jour sacré soit le témoin (...) de l'immortel serment de liberté (...) que nous léguons à notre postérité. Pour toujours. » Incertain dans la rime mais ferme sur le fond, cette promesse clôturait l'hymne national, prophétiquement appelé « Debout Congolais ». Après avoir marqué les premières années de l'indépendance, il a remplacé « la Zaïroise » de Mobutu et, depuis vingt ans, il est entonné avec ferveur en de nombreuses occasions. En ce nouveau 30 juin, on chantera une fois de plus « Debout Congolais » à travers tout le pays, mais cela risque d'être à mi-voix : bannies hier par Mobutu, ces paroles sacrées risquent d'être tenues pour subversives. En effet, la puissante Eglise catholique, estimant que les promesses de décembre dernier n'ont pas été tenues, vient de lancer un mot d'ordre de désobéissance passive. A travers tout le pays, le malaise est perceptible : en dépit des déclarations des politiciens, chacun sait déjà qu'en 2017 il sera impossible, sauf miracle, que se tiennent les élections promises. Même si la moitié des électeurs ont déjà été enrôlés, la Commission électorale reconnaît qu'en de larges parties du pays, l'insécurité et la violence empêcheront que le scrutin soit organisé dans des conditions acceptables. Une hypothèse déjà chuchotée voici quelques mois refait surface : estimant que la guerre du M23, monopolisant tous les moyens de l'Etat, l'a privé de deux ans de pouvoir effectif, Joseph Kabila s'arrogerait deux années de « rabiote », ce qui mènerait à la fin de 2018. Qu'il existe ou non, ce projet risque de se heurter à la situation réelle : l'économie est en chute libre, au point de faire redouter des émeutes de la faim

Désormais, c'est chacun pour soi, pour sa famille, son ethnie, sa région...

voire des pillages, les poches de violence s'étendent de plus en plus largement, renforcées par l'évasion de milliers de détenus. Dans un tel contexte, la question qui nous hante risque de s'avérer vaine : Joseph Kabila serait-il ou non le maître d'œuvre de ce chaos, serait-il capable de l'avoir mis en œuvre afin de démontrer l'impossibilité de tenir les élections prévues ?

Alors que le « pouvoir » se montre serein, voire arrogant, et se drape dans la souveraineté nationale, l'opposition rend le chef de l'Etat responsable de tout tandis que les Occidentaux réagissent, presque mécaniquement, à coup de sanctions qui tombent souvent dans le vide. Comme si une douzaine de personnes, au sommet de l'Etat, pouvaient à elles seules organiser ou maîtriser un tel désastre ! Il faut craindre que la vérité soit ailleurs : puisque le cadre légal, celui de la Constitution qui canalisait les passions et les ambitions, a été brisé, de multiples forces centrifuges se sont remises en action. Désormais, c'est chacun pour soi, pour sa famille, son ethnie, sa région, ses intérêts et au lieu de « tous pour un », c'est personne pour personne.

« Debout Congolais » chantera-t-on demain. Debout, certainement, car même au jour le jour, il faut bien vivre. Mais debout pour avancer, c'est moins sûr. Aller où ? Avec qui ? Qui ramènera les démons dans leur boîte et les prisonniers dans leur cellule ? Qui, comme le promet l'hymne national, redressera les fronts courbés ? Retour à la case départ : aujourd'hui comme en 60, comme à la fin du règne de Mobutu, personne ne voit rien venir.